



**Décision individuelle n°2021-0186 du - 1 JUIN 2021**  
portant autorisation de cueillette de plantes sauvages en  
cœur du Parc national des Cévennes

**La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,**

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 3.-VII,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la délibération n°2017-0066 du conseil d'administration de l'établissement public du 28 février 2017, réglementant la cueillette des plantes sauvages en cœur du Parc national des Cévennes, et notamment son article 4,

Vu la demande du GIE Plantes infuses, formulée par Mme Carole MOURGAUD, membre du GIE, reçue complète en date 21 mai 2021,

Considérant que les cueillettes décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

**ARRÊTE**

**Article 1 : pétitionnaire - objet**

1-1 pétitionnaire :

Le GIE Plantes infuses dont le siège est sis à [REDACTED]  
[REDACTED] dont le représentant légal est Mme Sophie LELEU, présidente

1-2 objet de l'autorisation :

- *nature des prélèvements :* **cueillettes d'Arnica montana**
- *localisation des prélèvements :* **Lozère / Massif Mont Lozère / col de Finiels, en cœur du Parc national**
- *membres du GIE autorisés :* **Aude de POULPIQUET, Sophie LELEU, Myriam KENOUDI, Carole MOURGAUD, Florence L'HUILLIER, Anne-Claire BURELLER, Marjorie BURLOT, Christine BUSSIERE, Jean-Christophe CAMBAU, Gildas NIO ;**

**La présente autorisation est accordée sous réserve que les cueillettes soient conformes à la demande et de respecter les prescriptions obligatoires ci-dessous.**



## **Article 2 : prescriptions obligatoires**

- prélèvement d'un seul capitule par tige (l'arrachage de la tige est interdit),
- prélèvement sur moins de 33% des tiges florifères au sein des secteurs de cueillette,
- les cueillettes sont manuelles (ce qui inclut l'utilisation du peigne en bois),
- les cueillettes sont effectuées, **au plus, par cinq cueilleurs** à la fois sur le site,
- les résultats obtenus sont transmis à Frantz HOPKINS (04 66 49 53 32) chargé de mission Flore au service Connaissance et Veille du territoire, dès achèvement et au plus tard le 15 décembre de l'année en cours, à savoir :
- dates de cueillettes,
- nom des cueilleurs,
- quantités prélevées (poids frais/ poids sec) pour chaque secteur de cueillette,
- contours des secteurs cueillis sur orthophotographie avec une précision minimale de 1:5 000<sup>e</sup> (outil disponible sur [www.geoportail.gouv.fr](http://www.geoportail.gouv.fr))
- estimation de la ressource en place, avant et après la cueillette (densité ou nombre de tiges par m<sup>2</sup>) dans chaque secteur de cueillette,
- destination et utilisation(s) du produit de la récolte.

Par ailleurs, tout commentaire sur la ressource en place est bienvenu (effet du pâturage, de la sécheresse...).

## **Article 3 : durée**

La présente autorisation est délivrée du **28 au 30 juin 2021, entre 9h et 20h.**

En cas de modification de date, prévenir le massif Mont Lozère (Benoit GINESTE, 06 99 76 93 04, [benoit.gineste@cevennes-parcnational.fr](mailto:benoit.gineste@cevennes-parcnational.fr)) et/ou le secrétariat du service *Connaissance et veille du territoire* (Catherine BERNARDI 04 66 49 53 22 ; [catherine.bernardi@cevennes-parcnational.fr](mailto:catherine.bernardi@cevennes-parcnational.fr)).

## **Article 4 : rappel de la réglementation en cœur de Parc**

Le pétitionnaire respecte rigoureusement la **réglementation générale du cœur** du Parc national des Cévennes qui est consultable sur le site internet du parc : <https://www.cevennes-parcnational.fr/fr/le-parc-national-des-cevennes/la-reglementation-du-coeur>.

## **Article 5 : autres obligations et droit des tiers**

5-1 La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

5-2 De même, la présente autorisation n'engage pas l'établissement public du Parc national des Cévennes vis-à-vis des propriétaires de sites, de terrains, de troupeaux ou de bâtiments, avec lesquels le bénéficiaire devra prendre contact au préalable pour convenir des conditions d'utilisation de leurs biens.

## **Article 6 : sanctions pénales encourues**

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et peut être constatée par procès-verbal.

## **Article 7 : modalités de contrôles**

Les agents du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés compétents en la matière, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

## **Article 8 : publicité**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : [www.cevennes-parcnational.fr](http://www.cevennes-parcnational.fr)).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 11/06/2021

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers.  
Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes  
Service *Connaissance et Veille du territoire*  
tél : 04 66 49 53 22 (secrétariat)

### Diffusion :

- originaux :
  - EP PNC / SG
  - Pétitionnaire
- copies :
  - ONF 48
  - Gendarmerie nationale
  - EP PNC / massif Mont Lozère
  - EP PNC / SCVT (dossier n°2021-1493)